

Le directeur de l'usine Proma de Gien libéré hier matin

■ Les salariés ont laissé repartir Aldo Filippi pour continuer d'occuper les locaux avant une réunion, mardi, afin de fixer le montant de leur indemnité supralégale.

Aldo Filippi, le directeur de l'usine Proma à Gien, a été libéré hier matin, un peu avant 8 heures. Il était retenu depuis jeudi midi dans son bureau par les salariés du site qui réclament une indemnité supralégale de 32.000 € (nets) après la liquidation judiciaire du site. Une réunion se déroulera mardi afin de déterminer les modalités liées à cette indemnité car le montant pose toujours problème. Entre 0 et 32.000 €, il y a un accord à trouver entre les différentes parties. Corinne Guérineau et Jean-Joseph Galéa, respectivement délégués de la CFDT et de FO, ont pris cette décision, à contrecœur, pour éviter l'intervention des forces de l'ordre. 70 gendarmes étaient a priori stationnés à un quart d'heure de l'usine. Afin d'éviter également des risques de poursuites pénales et de n'avoir plus aucune chance de renégocier le montant de l'indemnité supralégale.

« Nous avons décidé de libérer Aldo Filippi car nous voulons res-

ter sur le site », pèse Jean-Joseph Galéa. « Si les forces de l'ordre étaient intervenues, nous aurions été mis dehors. Nous n'avions plus la possibilité de bloquer l'usine et le stock qui se trouve à l'intérieur. »

C'est ce qu'il a expliqué aux salariés présents hier matin dans le réfectoire.

Et maintenant ? Un tour de garde va être instauré ce week-end pour continuer le blocus. Lundi, les délégués syndicaux se mettront d'accord avec les salariés sur le montant plancher de la prime. En dessous de ce seuil minimal, les discussions du mardi seraient rompues.

Après 3M à Pithiviers et Rohm and Hass à Semoy

Le lieu de la réunion est tenu secret. Elle rassemblera autour de la table les délégués syndicaux, Luigi Bollino, l'adjoint du P-DG de Proma, l'avocat de Proma, le liquidateur. Et peut-être avec un représentant des AGS (Association pour la gestion du régime des garanties des créances des salariés) et Aldo Filippi.

Dans l'usine, les bouteilles de gaz placées autour de la chaîne de peinture. Prêtes à faire feu ! Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret qui était venu à la rencontre des salariés samedi après-midi, s'est félicité de la respon-

sabilité dont ont fait preuve les délégués syndicaux : « Je comprends la colère des salariés. Ils se heurtent à des murs. » L'élu socialiste a eu plusieurs fois au téléphone Aldo Filippi, dans la nuit de jeudi à vendredi : « Il m'a dit que si c'était la police qui venait le libérer, il ne ferait plus rien pour les salariés. Comme ce n'est pas le cas, je pense qu'il peut aider au bon déroulement

des discussions. »

Après les séquestrations des directeurs de 3M Santé à Pithiviers et de Rohm and Hass à Semoy, et la retenue du directeur de Proma, l'élu socialiste ne peut que constater ces tensions. Et déplorer le manque d'engagements financiers de l'État dans sa politique industrielle.

Alexis Marie.